

13.4% par rapport à l'année précédente, et les plus fortes hausses ont été observées dans le secteur des finances, assurances et affaires immobilières, et dans celui des services communautaires et personnels.

La part du revenu du travail et celle des bénéficiaires dans le produit national brut ont suivi leur tendance cyclique normale et ont reflété la faible augmentation de la production réelle en 1975; la part du revenu du travail est passée de 55.1% à 57% tandis que celle des bénéficiaires est tombée de 13.0% à 11.5%. La part du revenu agricole a légèrement diminué et celle du revenu des entreprises non agricoles est demeurée inchangée.

La hausse des prix s'est manifestement ralentie en 1975, puisque l'indice implicite des prix de la dépense nationale brute a progressé de 10.8% contre 14.3% en 1974, et l'accroissement de l'indice de la demande intérieure finale est tombé de 12.5% à 11.8%. Les indices des dépenses personnelles en services et en biens non durables et de la formation brute de capital fixe ont enregistré des augmentations supérieures à celles de l'indice de la dépense nationale brute, ce qui est en partie attribuable à la hausse de 13.7% des prix à l'importation. Les indices implicites des prix des dépenses personnelles en services et en biens non durables ont affiché des taux de croissance relativement élevés, soit 11.2% et 12.2% respectivement, alors que les taux correspondants pour les biens durables et semi-durables ont progressé plus modérément, respectivement de 9.2% et 6.1%. Dans l'ensemble, l'indice implicite des prix des dépenses personnelles a progressé de 10.7%. L'indice de la formation totale de capital fixe a crû de 11.7%; pour chaque grande catégorie de construction, le taux d'inflation a fléchi dans les secteurs public et privé.

21.1.6 Le secteur public

Les recettes totales de l'ensemble des paliers d'administration publique (à l'exclusion des transferts entre administrations) ont augmenté de 8.2% en 1975, leur plus faible augmentation en pourcentage depuis plusieurs années. Les principales catégories de recettes fiscales ont toutes affiché des taux de croissance nettement inférieurs à ceux de 1974, ce qui reflète la diminution des taux d'imposition et le ralentissement de l'activité économique. Par contre, les dépenses publiques totales ont continué leur forte progression de l'année précédente, mais à un rythme plus modéré (21.6%). Les dépenses publiques en biens et services ont augmenté d'environ 17.5%, alors que les salaires et traitements, qui représentent plus de 50% du total de ces dépenses publiques en biens et services, ont progressé d'environ 21%. Les paiements de transfert aux particuliers se sont accrus de 22.8%, principalement à cause de l'augmentation des prestations d'assurance-chômage. En résumé, les dépenses ayant augmenté plus vite que les recettes, le bilan de l'ensemble du secteur public s'est soldé par un déficit (au sens des comptes nationaux) de \$4.0 milliards en 1975; c'est la première fois qu'un déficit d'une telle ampleur est enregistré depuis le début des années 60.

21.2 Produit intérieur par branche d'activité

21.2.1 Indices du produit intérieur réel

Statistique Canada publie depuis le début des années 60 un ensemble de données relatives à la production portant sur l'éventail complet des activités économiques canadiennes et leurs diverses composantes (y compris l'indice de la production industrielle). Ces données, qui se présentent sous forme d'indices de la production, mesurent la valeur ajoutée pour chaque branche d'activité, exprimée en dollars de l'année de base. Techniquement, on les appelle «indices du produit intérieur réel (PIR) au coût des facteurs par branche d'origine». Lorsqu'on construit l'indice du PIR global, là où la production brute d'une branche d'activité devient l'entrée intermédiaire d'une autre branche d'activité où atteint